



La Commune



La société si vile est mal partie

61% d'abstentions, votes blancs et nul. Voilà le verdict final des élections. Sans appel. Ceux qui feignent de ne pas voir finissent par ne plus voir. Nous ne démentirons pas Mélenchon sur ce point : ce sont des abstentions offensives. C'est la traduction, sur le terrain défoncé des élections, du front du refus, né de la mobilisation du Printemps 2016. C'est là que tout a déraillé, le jour même où la loi travail était adoptée au forceps du 49-3. La crise politique faisait rage dès avant ce printemps. Depuis lors, la V^e République a complètement perdu la tête.



Nous n'allons pas répéter tout ce qui se dit sur l'explosion du « paysage politique », en nous exclamant : « qui aurait imaginé que ? » « Qui aurait cru, il y a encore six mois que ? ». Et, pour cause : on ne sait jamais par avance comment les corps se décomposent et comment meurt un régime politique.

Qui a été « défait » ?

C'est un éminent représentant du patronat (Eric Verhaeghe) qui, le 17 juin 2016, s'exclamait à propos de l'adoption de la loi El Khomri : « *c'est une immense défaite collective* »¹ : défaite du gouvernement qui ne s'en releva pas et défaite des directions syndicales qui voulaient négocier des aménagements mais qui n'y sont parvenues, faute de « tenir leurs troupes ». Il était tentant d'en conclure également à une défaite des salariés, ce dont Verhaeghe s'est bien gardé. Pure illusion d'optique. Selon Verhaeghe lui-même, ce fut « un match nul » au sens où il ne suffit pas qu'une loi soit adoptée pour avoir force de vie. En effet, là encore : « les seules luttes que l'on perd sont celles que l'on abandonne ».

Qui a décidé la « trêve » ?

Les salariés et les jeunes n'ont pas renoncé. Une trêve électorale s'est abattue sur eux « par en haut ». Ce n'est pas du tout la même chose. Dès septembre, Mailly et Martinez ont dit qu'il fallait trouver des moyens juridiques pour contrer l'application de la loi. Puis FO-Métallurgie a signé un accord de branche basé sur la loi travail. La vie étant bien faite, Mélenchon s'est appliqué à faire miroiter une abrogation de la loi travail par les élections, en noyant cette exigence dans un programme capitaliste aux accents « Keynésien » et « new-dealer ». Hamon a relayé l'exigence de l'abrogation de la loi travail le temps d'une primaire, en la

déposant comme cerise sur le gâteau du « revenu universel ». Sitôt désigné candidat, il a vite fait machine arrière en disant qu'il ne voulait plus abroger cette loi mais l'aménager. Puis sa fausse bonne idée de « revenu universel » s'est réduite à la portion congrue d'un RSA élargi.

Qui ne veut plus abroger la loi Travail ?

Maintenant, ceux-là même qui parlaient de défaite du « mouvement social » s'appliquent à relativiser la portée de la loi travail pour mieux l'entériner car, voyez-vous, les ordonnances Macron seraient bien pire encore : une loi travail XXL... Les ordonnances Macron ne font que reprendre l'avant-projet de loi travail - réajusté face à la mobilisation du printemps 2016. Pourquoi Macron se gênerait-il puisque Mailly et Martinez, tout en faisant des moulinets, acceptent de négocier dans le cadre du projet Macron-Philippe. Comme toujours en pareil cas, pour ne pas passer pour des bourgeois de Calais rendant les clés du Code du travail, ces hauts dirigeants syndicaux assurent qu'ils ont des propositions « alternatives », qu'ils ont dans leur jeu le joker du « code du travail du 21^{ème} siècle ». Si leur maison prenait feu, ils discuteraient de la couleur d'un nouveau papier peint dans la cuisine ! Déterminés à négocier pour négocier, ils écartent d'un revers l'exigence de l'abrogation de la loi travail... Pendant qu'un autre - Mélenchon - amuse le terrain électoral et s'apprête, à l'aide de bons mots, à amuser le terrain de la Cour « parlementaire » du roi d'opérette Macron.

L'ultime parade du « référendum »

Jamais à court d'idée, Mélenchon en appelle à un referendum sur les ordonnances. Une bonne mauvaise idée celle-là. C'est le Peuple « tout entier » qui déciderait du sort des salariés. Des millions de citoyens qui ne sont pas touchés (voire intéressés à cette « réforme ») pourraient voter tandis que des millions d'ouvriers ne pourraient voter, faute d'avoir la nationalité française. La fiction de la « démocratie sociale » est poussée ici à son comble, jusqu'à la remise en cause du fait syndical. Les salariés qui veulent prendre leur destin en main verraient d'un très mauvais œil que des non-salariés, des patrons de Start-Up (et même le bon propriétaire de la boucherie Sanzot) ou encore les curés soient « consultés » sur une question de droit du travail salarié. Bien sûr, parmi ces non-salariés, ceux qui réfléchissent aux conséquences à moyen terme de cette réforme du marché du travail et comprennent qu'elle les tirera vers le bas (petits patrons compris) se solidariseront librement avec le combat pour le Code du travail. Librement et non « civiquement ».

L'« antimélenchonisme » de salon et nous

Ah, nous sommes pris à nouveau en flagrant délit de critiquer Mélenchon. Entendons-nous bien, nous laissons à d'autres le soin de disserter sur le « néo populisme » et « l'idéologie » de Mélenchon. Nous nous moquons de cela. Ce que nous combattons, c'est le programme de Mélenchon et ses prises de positions politiques. Pas autre chose. À nos yeux, Mélenchon (à son insu ou non) fait partie du dispositif pour tenter d'éviter l'explosion sociale, notamment par des chants de sirènes. Son idéologie présumée nous importe peu, seul le concret retient notre attention. À la différence de ces intellectuels petits-bourgeois devenus « antimélenchon », nous ne prenons pas de haut les adhérents insoumis, lesquels ont montré, entre les deux tours des présidentielles qu'ils n'étaient pas malléables. Dans leur grande majorité, ils ont vu en Mélenchon, un type qui a promis qu'il abrogerait la loi El Khomri, sortirait des traités de l'Union Européenne (ce qui est, en fait impossible, sans rompre avec l'UE) et mettrait en œuvre un changement démocratique. Chemin faisant, entre les deux tours des présidentielles ils ont majoritairement pris fait et cause pour le double-non : ni Macron, ni Le Pen... Pendant que le parti de gauche de Mélenchon, en catimini appelait à voter Macron.

Sous la campagne, la lutte de classes

Après de longs mois de rebondissements, de chasse-trappes et d'affaires, la parenthèse électorale se referme d'un seul coup. De ces longs mois, retenons une première leçon de chose : lorsque la lutte de classes est comprimée par des appareils bureaucratiques qui la craignent plus que tout, lorsque son libre développement est refoulé par ceux-là même qui devaient l'encourager pour arracher le retrait de la loi Travail, elle se répercute dans ce qu'on appelle « la superstructure » (partis, institutions, gouvernement, élites). La lutte de classe agit alors comme un cours d'eau qu'un barrage vient stopper : l'eau irrigue d'autres chemins, se fond dans la terre et la nappe phréatique. De même, la lutte de classes creuse des galeries souterraines. Les luttes deviennent « invisibles » mais bien plus nombreuses, plus denses, plus déterminées, comme l'a relevé le site *cgt-info.com* dès le mois de mars. Survient ensuite la grève générale jusqu'à satisfaction en Guyane, à quelques jours de l'élection « suprême ». Si, vraiment, la classe ouvrière avait subi une défaite en juin 2016, il n'en serait probablement pas ainsi. Le gouvernement, au lieu, d'exploser, se serait senti plus fort et les médias aux ordres auraient portées en triomphe Hollande, « celui qui a osé réformer le Code du travail ! » et Valls qui a « osé la fermer sans faille ». À l'inverse, les

travailleurs et la population de Guyane ont senti que ce gouvernement n'était plus qu'un conseil d'administration chargé d'expédier les affaires courantes, ayant à sa tête un président déchu !

N'oublions pas une chose : quand a surgi la mobilisation du printemps 2016, Hollande a dû stopper la réforme constitutionnelle qui devait faire passer dans le droit commun l'état d'urgence et imposer la déchéance de nationalité pour les étrangers. Le front national l'avait alors chaudement applaudi.

La dislocation des chairs

Quelques mois plus tard, le couple infernal Hollande-Valls explose. Hollande, sujet à une impopularité record (popularité estimée 7%) renonce à se représenter. Du jamais vu ! Valls dont la popularité est estimée à 14% se lance dans la primaire. Macron a déserté en septembre. Mais il n'est pas encore « l'étoile montante ». Les uns après les autres, ténors de droite, du « centre » et de la gauche décochent contre lui les flèches les plus venimeuses. Valls éructe contre lui. L'étoile montante du moment, c'est Juppé qui se grime en homme politique sage, pondéré, modéré. Pour un peu, Fillon grimé en père-la-morale passerait inaperçu. Sarkozy est dans de sales draps politico-judiciaires. Mais la droite est déjà en miettes. La primaire est le seul « arbitre » possible entre les sept « postulants » à la « présidentialité ». Le passage de relais de Hollande à la droite semble assuré. Juppé semble tout désigné pour préparer un gouvernement de grande coalition à l'allemande, où PS et LR se partageraient les portefeuilles ministériels. C'est sans compter la radicalisation de la base électorale de LR. Une radicalisation à droite que Sarkozy ne peut canaliser. Une radicalisation à droite qui s'affirme en réaction aux grèves et manifestations du printemps 2016. Une radicalisation face à la politique qui tire cette clientèle de bourgeois déçus et de rentiers petits et gros vers le bas et qui voit dans les migrants, souvent instruits, des concurrents futurs. À ceux-là, il faut promettre moins d'impôt par la liquidation totale des dépenses sociales de l'État et la chasse aux salariés directs et indirects de l'État. Fillon qui jusqu'alors s'offusquait de cette droitisation décide d'en épouser la courbe. Son programme devient tellement brutal que même Sarkozy s'en émeut. Juppé s'en affole. À ce jeu, Fillon l'emporte. Aussitôt, son programme provoque un électrochoc dans la population travailleuse et pauvre. Et, fort opportunément survient « l'affaire ». N'ayant pu imposer Juppé, l'oligarchie financière se rabat sur une roue de secours : Macron. Les médias que contrôle l'oligarchie passent vite du coq à l'âne. Ces mêmes magazines qui affichaient le portrait de Juppé arborent la tête de Macron sous toutes les coutures. Comme il est à la peine, elles le présentent comme le seul à pouvoir battre Le Pen. Dans ce registre, *Libération* excelle. Nous connaissons la suite de cette farce.

Côté PS : la primaire a tourné au fiasco. Ce n'est pas Hamon qui est choisi mais Valls qui est éliminé et le pauvre Hamon ne sait que faire de sa victoire impromptue. Son compère Montebourg et lui s'étaient présentés séparément pour permettre à Valls de l'emporter et, comme en 2012 avec Hollande, avoir un « capital de voix » leur permettant de négocier avec Valls des places dans son gouvernement. La machine, là encore, s'est dérégulée.

Les défis de Mélenchon

Sur le coup de sa victoire, Hamon a devancé nettement Mélenchon dans les sondages. Très vite, il a chuté, en s'adaptant aux exigences de Cambadélis et au chantage de Valls. Dès lors, Mélenchon n'avait plus qu'à se baisser : il pouvait se targuer de ne pas avoir été ni dans les gouvernements Hollande, ni dans la « majorité présidentielle ».

Les insoumis seront appelés à se souvenir de tout ce que leur a fait miroiter Mélenchon :

- l'insurrection dans les urnes lui offrant la « qualification » au second tour et la victoire en cas de duel Mélenchon- Le Pen ;

- une majorité « insoumise » à l'assemblée nationale, avec à la clé, une « cohabitation » avec Macron.

Et maintenant, un groupe parlementaire qui sera la tribune du peuple et son état-major de « résistance ». Voire même : un « front populaire avec les syndicats et les associations » aux accents « rebelles ». Nous verrons cela.

Le sens de nos critiques

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises : l'affirmation de France insoumise est le châtiement mérité pour les formations issues du trotskysme « à la française » : NPA, Lutte ouvrière mais aussi les deux organisations « lambertistes ». En présentant chacune leur porte-parole, NPA et LO ont apporté leur caution à une élection-trahison antidémocratique jusqu'à la moelle. Le POId s'est illusionné lui-même en pensant que la candidature Hamon était une « réfraction de la lutte de classes » et en menant campagne, avec le logiciel de 1981, pour une candidature unique Mélenchon-Hamon. Plus grave, la volte-face du POI qui,

brusquement, a appelé à voter Mélenchon et roule à présent pour France insoumise. La lecture de son journal *Informations Ouvrières* a de quoi surprendre : comment peut-on concilier la défense des acquis de 1936-1945 avec le programme FI qui veut détourner l'argent CSG des caisses de la Sécurité sociale pour le mettre dans la poche de l'État ? Ce n'est pas du tout une question « programmatique ». Il suffit de lire *Informations ouvrières* pour s'en convaincre : ce journal vient de rappeler ce qu'est la CSG. Une contribution à abolir !

Décidemment, se diront nos lecteurs, *La Commune* en a après tout le monde. À nos yeux, la critique n'est pas une fin en soi et, d'un autre côté, la polémique n'est pas un « mal » : c'est par la critique et la polémique que nous affirmons une politique ouvrière indépendante et que nous défendons les principes élémentaires du mouvement ouvrier et ses meilleurs traditions, pour que les nouvelles générations puissent se les réapproprier et les enrichir. Le mouvement ouvrier s'est fondé sur le principe, non pas de « l'insoumission » ou de la « résistance » dans le cadre de la société telle qu'elle est mais selon le principe de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes pour briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Cela participe d'un véritable combat d'unité des travailleurs et de leurs organisations de masse, entraînant dans son sillage les couches opprimées, spoliées et déclassées de la population.

Nos perspectives

La critique pour la critique ne nous intéresse pas, la critique nous intéresse comme « mise en train pour l'action » et pour aller vers un parti des travailleurs, par la libre discussion des désaccords. Dans un parti des travailleurs de lutte de classe, tous les courants qui se réclament du trotskysme, de l'anarchisme, du syndicalisme de revendication et d'action pourraient se côtoyer dans un seul but : aider les travailleurs à centraliser leur combat contre les « réformes » et pour les revendications vitales. Nous ne disons pas : le parti dont les travailleurs ont besoin se construira autour de *La Commune* ou des « trotskystes ». Nous ne sommes pas une chapelle ! Si, par bonheur, Gérard Filoche, au lieu de se cramponner au PS, de s'y laisser humilier lors de la primaire pour ensuite miser sur Montebourg puis sur Hamon, avait appelé à un regroupement pour un nouveau parti des travailleurs, nous aurions répondu présents, en dépit de tout ce qui nous sépare de Filoche. Comme nous l'avons fait avec le NPA lorsqu'il s'est formé, bien que nous ayons de très sérieuses divergences avec le courant qui a créé le NPA. Cette approche des choses ne nous empêche pas de compter d'abord sur nos propres forces et de chercher à les augmenter par notre journal et notre intervention active pour les revendications et besoins pratiques des travailleurs et de la jeunesse, au quotidien. Dans un parti des travailleurs, nous serons un courant parmi d'autres, cherchant par la libre discussion à faire valoir notre point de vue.

Nos perspectives sont simples : un vrai travail, un vrai salaire, abolition du travail précaire. Nos exigences sont simples : ni loi El Khomri, ni ordonnances Macron, ni amendables, ni négociables. Notre stratégie est sans détours sinieux : la grève générale autour des revendications vitales. La démocratie est bafouée comme jamais : il est possible de réaliser l'unité la plus large pour la levée définitive de l'état d'urgence, l'amnistie de tous les syndicalistes, le châtement de tous les auteurs de violences policières, l'abolition de la justice administrative. La défense des droits des travailleurs et de la population immigrée exige également l'unité pour la régularisation de tous les sans-papiers et demandeurs d'asile, l'application du principe : à travail égal, salaire égal et la fermeture des camps de rétentions.

Voilà pourquoi, nous voulons un parti des travailleurs anti-bureaucratique, pour l'action victorieuse, en rupture avec les capitalistes et les banquiers avec le MEDEF et l'union européenne, en rupture avec Macron et la V^e République. Oui, la « société civile » de basse-cour est mal partie. Elle est assise sur une poudrière. Après la grève générale de la Guyane, la grève des conducteurs de citernes est un nouveau signe des temps : par l'abstention monstre et ce type de grèves partielles, des couches toujours plus larges de travailleurs et de jeunes montrent qu'ils sont prêt à compter d'abord sur eux-mêmes.

Daniel Petri,
20-06-2017

1 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/06/17/31001-20160617ARTFIG00146-el-khomri-martinez-l-incomprehensible-match-nul.php>

Modifié le mardi 27 juin 2017

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »